

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

G/TBT/W/212

27 juin 2003

(03-3444)

Comité des obstacles techniques au commerce

Original: anglais

SUITE DONNÉE À L'ATELIER SUR L'ASSISTANCE TECHNIQUE LIÉE AUX OBSTACLES TECHNIQUES AU COMMERCE

Communication de la Nouvelle-Zélande

I. INTRODUCTION

1. Dans le rapport succinct de l'Atelier spécial sur l'assistance technique liée aux OTC du début de l'année en cours, un certain nombre de questions fondamentales ont été identifiées en relation avec l'assistance technique, dont entre autres:

- l'importance d'une action visant à faire mieux connaître l'Accord OTC;
- l'importance de la coordination et de la transparence dans la fourniture de l'assistance technique;
- l'importance de l'identification des besoins particuliers;
- l'utilité d'une assistance structurée et correctement ordonnée pour mettre en œuvre l'Accord OTC et contribuer à la durabilité;
- l'utilité des mécanismes de remontée de l'information pour évaluer l'assistance.

2. Les travaux effectués par le Comité depuis le deuxième examen triennal, y compris lors de l'Atelier, ont aussi aidé à identifier un certain nombre de besoins et de priorités des pays en développement en matière d'assistance technique liée aux OTC (par exemple, voir la note du Secrétariat distribuée sous la cote G/TBT/W/193 intitulée "Analyse des priorités établies par les pays en développement Membres dans leurs réponses au questionnaire en vue d'une "enquête visant à aider les pays en développement Membres à définir et à classer par ordre de priorité leurs besoins particuliers dans le domaine des obstacles techniques au commerce"").

3. Compte tenu des principaux problèmes et besoins identifiés jusqu'ici, un certain nombre de suggestions pratiques ont été présentées à l'Atelier sur la manière de poursuivre les travaux du Comité concernant l'assistance technique. Un exemple de ces suggestions était la possibilité de créer une base de données d'information. En conséquence, la Nouvelle-Zélande estime que le défi que doit maintenant relever le Comité consiste à faire avancer les travaux sur l'assistance technique d'une manière concrète avant l'achèvement du troisième examen triennal. Le but du présent document est d'aider les Membres à envisager les prochaines actions du Comité. La Nouvelle-Zélande est aussi en train de faire par ailleurs au Comité une proposition ayant trait au principe d'une base de données ou d'un mécanisme de coordination de l'information.

II. BONNES PRATIQUES DE POLITIQUE DANS LE DOMAINE DE L'ASSISTANCE TECHNIQUE LIÉE AUX OTC

4. Des principes et pratiques de politique rationnels dans la conception, la fourniture et la réception des projets d'assistance technique devraient aider les Membres à mettre en œuvre l'Accord OTC de manière effective. Au cours de l'Atelier, le Comité a dressé le tableau d'un bon nombre de questions de politique associées à la fourniture et à la réception de l'assistance technique. Les discussions ont identifié certains éléments des mécanismes qui fonctionnent bien et ceux qui fonctionnent moins bien. Certaines idées ont aussi été émises au Comité sur la manière dont on pourrait améliorer les mécanismes de l'assistance technique.

5. Étant donné l'effort déjà fait pour définir les principes de politique associés à l'assistance technique liée aux OTC, le Comité souhaiterait peut-être examiner s'il y a lieu d'élargir le débat sur ce sujet au cours de l'examen triennal. Il pourrait s'agir de développer dans une certaine mesure certains des principes de politique et éléments de bonnes pratiques déjà définis.

6. L'objectif d'un tel débat pourrait consister à donner aux donateurs certaines idées sur les possibilités d'améliorer la conception et la fourniture des programmes et à fournir aux bénéficiaires des renseignements additionnels sur la manière de tirer le meilleur parti de l'assistance offerte.

7. Le débat pourrait prendre la forme d'un échange de nouvelles données d'expérience en faisant fond sur les divers éléments identifiés jusqu'ici dans les travaux du Comité. La liste indicative des mécanismes permettant de faciliter l'acceptation des résultats des procédures d'évaluation de la conformité, incorporée dans les résultats du deuxième examen triennal (G/TBT/9), pourrait aussi être considérée comme un modèle utile pour la poursuite des travaux dans ce domaine, c'est-à-dire en tant que suggestions générales non contraignantes visant à faciliter les bonnes pratiques entre les acteurs de l'assistance technique dans le traitement de leur situation personnelle particulière.

8. À titre d'exemples plus spécifiques de ce à quoi devrait ressembler une liste indicative des mécanismes, le Comité pourrait envisager de joindre l'enquête précédente visant à aider les pays en développement Membres à identifier et à classer par ordre de priorité leurs besoins particuliers dans le domaine des obstacles techniques au commerce (peut-être sous une forme modifiée) aux résultats du troisième examen triennal. Cela pourrait aider les bénéficiaires de l'assistance technique dans les efforts qu'ils déploient actuellement pour mettre à jour les besoins qu'ils ont identifiés. Du côté des donateurs, par exemple, le Comité pourrait envisager d'établir l'ordre logique pour la mise en œuvre des projets d'assistance technique (la Nouvelle-Zélande a précédemment présenté une communication sur cette question dans le document G/TBT/W/203). Nous espérons que d'autres Membres pourront faire d'autres suggestions. Nous reconnaissons effectivement qu'il conviendrait de veiller, lors de l'élaboration de ces principes généraux, à ne pas ignorer le fait primordial que les conditions particulières varieront en fonction de chaque donateur et chaque bénéficiaire.

III. COORDINATION ET TRANSPARENCE DANS L'INFORMATION SUR L'ASSISTANCE TECHNIQUE

9. Il est ressorti de l'Atelier que les bases de données contenant des renseignements sur les programmes d'assistance technique étaient importantes. Le Secrétariat a depuis lors élaboré un document utile intitulé "Aperçu des bases de données existantes sur l'assistance technique dans le domaine des OTC" (document G/TBT/W/207). La Nouvelle-Zélande remarque qu'il y a manifestement une grande quantité de renseignements déjà disponibles. Toutefois, il apparaît aussi qu'il peut être difficile d'obtenir une image globale de la situation de l'assistance à partir des diverses sources d'information. Un des facteurs qui y contribue est peut-être le fait que certains renseignements disponibles ne peuvent pas facilement être rattachés à l'objectif immédiat du Comité

qui est la mise en œuvre de l'Accord OTC. En d'autres termes, il n'y a pas forcément un "langage commun" parmi les différentes sources d'information.

10. Une autre constatation est que certaines bases de données globales semblent être de nature relativement statique. Il ne s'agit pas de nier qu'elles constituent des sources d'information utiles, mais il est peut-être possible de faire plus pour aider les donateurs et les bénéficiaires les mieux adaptés les uns aux autres à accéder à l'information de manière à ce qu'ils se retrouvent pour exploiter les possibilités d'assistance technique. Dans ce sens, on pourrait examiner le rôle approprié du Comité dans la facilitation de la transmission de tels renseignements.

11. Il est évident qu'en examinant les moyens de mettre en pratique et d'améliorer la coordination et la transparence des renseignements sur l'assistance technique, par exemple grâce à une base de données, il sera nécessaire de tenir compte de ce que les différentes propositions impliquent en termes de ressources techniques, financières et humaines.

12. Compte tenu de ces remarques, il peut être utile que le Comité examine les questions ci-après au fur et à mesure de nos discussions.

- Quel est l'objectif d'une base de données, par exemple le Comité a-t-il la possibilité de créer un stock unique et complet des renseignements sur l'assistance technique liée aux OTC? Ou bien est-il plus utile d'examiner les moyens de faire un meilleur usage de l'information existante, par exemple par une meilleure liaison entre les sources de renseignements disponibles sans faire de doublon avec ce dont on dispose déjà?
- L'objectif d'une base de données est-il de dresser un tableau récapitulatif des activités d'assistance? Ou bien le Comité souhaite-t-il faire en sorte que donateurs et bénéficiaires puissent se rencontrer et explorer les possibilités futures? Il convient de noter que ces deux éléments ne s'excluent pas forcément l'un l'autre.
- Le système existant de l'OMC concernant les notifications aux divers Comités pourrait-il nous servir dans notre examen des bases de données et des outils de coordination de l'information?
- L'objectif d'une uniformité accrue des renseignements sur l'assistance technique est-il utile pour dresser un tableau plus complet de l'assistance et pour faciliter la rencontre entre les donateurs et les bénéficiaires les mieux adaptés les uns aux autres? Les travaux effectués jusqu'ici par le Comité, par exemple pour identifier les besoins et les priorités, fournissent-ils une base pour élaborer une approche plus cohérente de la description et du classement par catégorie des activités d'assistance technique liée aux OTC?
- Existe-t-il des technologies et des moyens techniques, par exemple les projets de site Web de l'OMC ou de Registre central de l'OMC pour les notifications, qui présentent un intérêt pour les délibérations du Comité?

13. À la lumière de ces questions, la Nouvelle-Zélande présente séparément une proposition concernant un outil de coordination des renseignements qui, nous l'espérons, sera intéressante pour la suite de nos travaux dans ce Comité.
